

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DES PERRIERES

3 rue de l'Arrivée
75015 Paris

Références :
Code AIOT : 0005704322

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN DES PERRIERES implanté à Maisons-en-Champagne (51300). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DES PERRIERES
- Parc éolien des Perrières 51300 Maisons-en-Champagne
- Code AIOT : 0005704322
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société An Avel Braz exploite un parc éolien composé de 8 aérogénérateurs sur la commune de Maisons-En-Champagne. L'exploitation du parc éolien est autorisée par le récépissé accordant le bénéfice de l'antériorité à la société PARC EOLIEN DES PERRIERES en date du 23 juillet 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
15	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Demande d'action corrective	2 mois
16	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Demande d'action corrective	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
5	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
6	Arrêts d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
7	Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
8	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
9	Élimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
10	Déchets non dangereux	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 21	Sans objet
11	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
12	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
14	Détection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
17	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30 et 31	Sans objet
18	Bridage chiroptères	AP Complémentaire du 03/12/2018, article 2	Sans objet
19	Suivi des mesures correctives	AP Complémentaire du 03/12/2018, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été demandé à l'exploitant, suite à la visite du 08/07/2024, de réaliser une campagne de mesures de bruit conformément à l'article 28 de l'Arrêté Ministériel du 26/08/2011. Les résultats de cette étude sont à transmettre à l'inspection. Le devis du prestataire de cette étude a été adressé à l'inspection le 17/07/2024.

L'inspection ne relève aucun autre non-conformité à la réglementation sur ce parc.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Dans les 12 mois qui suivent la mise en fonctionnement de l'installation (sauf dérogation) puis 1 fois tous les 10 ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre en charge des installations classées. Ce suivi est transmis à l'inspection au plus tard 6 mois après la dernière campagne.
Constats : Le dernier suivi environnemental du parc a été réalisé en 2016. L'exploitant indique qu'un nouveau suivi sera effectué en 2025, soit dans les délais prescrits par l'article susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'inspection a été effectuée par échantillonnage sur l'aérogénérateur E1 et le poste de livraison correspondant. Les personnes étrangères au site ne peuvent accéder à ces infrastructures, sécurisées par des cadenas maintenus fermés. Seuls l'exploitant et le constructeur qui réalise certaines des maintenances disposent des moyens d'entrée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Les aérogénérateurs sont bien identifiés par des numéros allant de E1 à E8, affichés en caractère lisible.</p> <p>L'ensemble des consignes et mises en garde susvisées est affiché aux endroits d'accès stratégiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Compétence du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'AMPG, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter.</p> <p>Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisation de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre.</p> <p>Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisés par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre consignait les habilitations et formations du personnel compétent pour travailler sur le site. Ce registre concerne également les techniciens extérieurs qui effectuent les maintenances sur les appareils.</p> <p>L'inspection constate que chaque technicien dispose des attestations de formations portant sur le travail en hauteur, la lutte contre le risque incendie, le travail sur appareillage électrique et le secourisme.</p> <p>Les différentes procédures d'action en cas d'incident/d'accident sont consignées dans un classeur et disposées dans les endroits stratégiques.</p> <p>L'exploitant indique qu'il a essayé à plusieurs reprises de contacter le SDIS afin de réaliser les exercices d'entraînement prescrits par l'article susvisé. Leurs requêtes n'ayant reçu aucune réponse de la part des services de secours, ces exercices n'ont pas été effectués. L'exploitant a présenté les éléments envoyés au SDIS, l'inspection considère qu'il a mis les choses en œuvre pour effectuer ces exercices et l'encourage à poursuivre les essais.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre.</p> <p>L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>

Constats :
Les abords et l'intérieur des aérogénérateurs sont maintenus propres.
L'inspection ne constate aucun entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Arrêts d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur.</p> <p>Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente.</p> <p>Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification.</p> <p>L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p> <p>Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant consigne dans un registre les essais d'arrêt, d'arrêt d'urgence et d'arrêt suite à un régime de survitesse effectués annuellement.</p> <p>Les derniers tests ont été effectués le 26/10/2023.</p> <p>A cette même date ont été vérifiés l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt ainsi que les installations électriques.</p> <p>Ces contrôles n'appellent à aucune remarque de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des brides de fixation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur.</p> <p>Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder</p>

<p>6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle des brides de fixation est lissé sur 3 ans, et chaque année, un tiers des brides sont contrôlées. Le dernier contrôle des brides de fixation a eu lieu le 30/10/2023.</p> <p>L'exploitant procède à deux contrôles visuels des pales par an. Un de ceux contrôles a lieu lors de la maintenance annuelle par le maintenancier (la dernière datant du 26/10/2023), et le second est effectué à l'aide d'un appareil photo adapté pour la détection des dommages. Le dernier contrôle photographique a été effectué le 19 Mars 2024.</p> <p>Chaque dommage observé est consigné dans un registre, un degré de gravité leur est appliqué allant de 0 pour une égratignure à 4 pour un dommage nécessitant une intervention. Le registre présenté à l'inspection ne relève aucun dommage de degré 4.</p> <p>La liste des équipements de sécurité a été présentée à l'inspection. Ces équipements de sécurité sont contrôlés tous les ans, le dernier contrôle datant du 26/10/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Manuel d'entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le manuel d'entretien ainsi que le registre de maintenance ont été présentés à l'inspection.</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre électronique privé qui recense toutes les opérations prescrites par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 et leurs délais de validité. Sont également consignées dans ce registre les habilitations des techniciens opérant sur le site.</p> <p>Ces registres n'appellent à aucune remarque de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les derniers bordereaux de transmission de déchets obtenus via Trackdéchets. Ces déchets, qui sont majoritairement des chiffons souillés par des huiles, sont transmis à des infrastructures compétentes pour leur recyclage/élimination.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 21
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux (définis à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées. Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des collectivités.
Constats : Les déchets non dangereux produits par l'installation sont éliminés dans les conditions dictées par l'article susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;

<p>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</p> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de sécurité sont élaborées et consignées dans un plan de prévention mis à jour annuellement.</p> <p>Le plan de prévention a été mis à jour les 20/05/2024. Il consigne la totalité des éléments susvisés. Le plan de prévention a été signé par l'ensemble des personnes amenées à intervenir dans les aérogénérateurs du parc.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre à disposition des techniciens, au sein des aérogénérateurs, la dernière version du plan de prévention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté d'un système de détection qui permet d'alerter, à tout moment, l'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné, en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse de l'aérogénérateur.</p> <p>L'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné est en mesure de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de quinze minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
<p>Constats :</p> <p>Chaque aérogénérateur dispose de 3 détecteurs de fumée.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure suivie en cas de détection d'incendie. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité.</p> <p>En cas de détection, l'alerte est transmise au technicien d'astreinte formé pour agir en conséquence.</p> <p>Les moyens de détection sont contrôlés annuellement, le dernier contrôle a été effectué le 26/10/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et</p>

<p>conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'alarme qui peut être couplé avec le dispositif mentionné à l'article 23 et qui informe l'exploitant à tout moment d'un fonctionnement anormal. Ce dernier est en mesure de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai de soixante minutes ; - d'au moins deux extincteurs situés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.
<p>Constats :</p> <p>Chaque aérogénérateur dispose de moyens de lutte contre l'incendie tels que décrits dans l'article susvisé.</p> <p>Les extincteurs sont contrôlés annuellement, le dernier contrôle datant du 06/10/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Détection de glace

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur.</p> <p>En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de soixante minutes.</p> <p>L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales.</p> <p>Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.</p> <p>Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté d'un système de détection de glace sur les pales.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure suivie en cas de détection de glace sur les pales. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité.</p> <p>En cas de détection, l'alerte est transmise au technicien d'astreinte formé pour agir en conséquence. Si la présence de glace est avérée, les turbines concernées sont arrêtées.</p> <p>Afin de pouvoir redémarrer les éoliennes, un contrôle visuel sur place permet de réaliser la levée de doutes et de remettre en marche les turbines en cas d'absence de glaces sur ces dernières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26</p>
<p>Thème(s) : Autre, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la</p>

<p>santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : • niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation : Sup à 35 dB (A) • émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures : 5 dB (A) • émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures : 3 dB (A) Les valeurs d'émergence mentionnées ci-dessus peuvent être augmentées d'un terme correctif en dB (A), fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit de l'installation égal à : • Trois pour une durée supérieure à vingt minutes et inférieure ou égale à deux heures ; • Deux pour une durée supérieure à deux heures et inférieure ou égale à quatre heures ; • Un pour une durée supérieure à quatre heures et inférieure ou égale à huit heures ; • Zéro pour une durée supérieure à huit heures. En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus. Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 29/08/2017, il a été demandé à l'exploitant de réaliser une étude de bruit afin de mesurer les nuisances sonores du parc.</p> <p>Cette étude de bruit n'ayant pas été réalisée, la demande est reconduite par l'inspection. L'exploitant a présenté, le 17/07/2024, un devis délivré par la société Gamba afin de réaliser l'étude acoustique demandée.</p> <p>Les résultats seront à transmettre à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 16 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28</p>
<p>Thème(s) : Autre, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des mesures sont effectuées pour vérifier le respect des présentes dispositions, elles sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011</p>
<p>Constats :</p> <p>La campagne de mesures de bruit demandée au constat n°15 sera effectuée dans les conditions dictées par l'article susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 17 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30 et 31
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I de l'AMPG L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : L'acte de cautionnement pour la période 2022-2027 a été présenté à l'inspection. Cet acte a, au préalable, été transmis à l'unité départementale de la Marne Le montant des garanties financières et leur dépôt n'appellent à aucune remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/12/2018, article 2
Thème(s) : Autre, Bridage
Prescription contrôlée : Les modalités de bridage suivantes doivent être mises en place sur le parc : <ul style="list-style-type: none">• période annuelle de bridage : du 15 août au 15 octobre,• étendue du dispositif : les huit aérogénérateurs du parc éolien des Perrières,• période journalière de bridage : une heure avant le coucher du soleil et jusqu'une heure après le lever du soleil,• conditions climatiques : lorsque la température est supérieure à 10°C et le vent inférieur à 6 m/s et en l'absence de pluie (pluie < 0.2 mm/h - référence Météo France)
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la consignation des bridages effectifs pour l'ensemble des éoliennes. Le bridage chiroptère est mis en œuvre dans les conditions décrites par l'article susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Suivi des mesures correctives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/12/2018, article 3
Thème(s) : Autre, Suivi de mortalité des chiroptères
Prescription contrôlée : Afin de vérifier l'efficacité des modalités de bridage, un suivi de mortalité des chiroptères sera mis en place dans la période du 15 août au 15 octobre qui suivra la signature de ce présent arrêté. Les résultats de ce suivi seront mis à disposition de l'inspection des installations classées. [...], un nouveau suivi de mortalité devra être mis en place dans les dix ans qui suivent ce présent arrêté [...]

<p>Constats :</p> <p>Le suivi de mortalité des chiroptères a été réalisé en 2021.</p> <p>Ce suivi a démontré un seul cas de mortalité du fait de l'éolienne E7. L'exploitant souhaiterait démontrer, par une étude, que le bridage sur l'entièreté du parc n'est pas nécessaire. Cette étude fera, le cas échéant, l'objet d'un porter à connaissance transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>